



FSU81 – 201 rue de Jarlard – 81000 Albi  
fsu81@fsu.fr

---

## Déclaration de la FSU 81 – 24 avril 2020

### Déconfinement, santé publique et écoles

Le président Macron, surprenant beaucoup de monde à commencer par la plupart des scientifiques mais sûrement attaché à montrer qu'il décide seul, a annoncé le 13 avril le déconfinement du pays à partir du 11 mai en commençant par les établissements scolaires hors universités tandis que restaurants, cafés, cinémas, salles de spectacle même petites devront rester fermés.

C'est donc presque l'ensemble du monde du travail qui est concerné par cette annonce qui signifie le redémarrage complet des transports publics (et des transport scolaires) dont les épidémiologistes précisent qu'ils sont le vecteur numéro 1 de la propagation du virus.

Le tout alors que le gouvernement a fait la preuve de son improvisation, de ses discours à géométrie variable et au final de sa terrible et coupable incapacité à fournir le matériel de protection élémentaire y compris dans les hôpitaux. Plusieurs mois après le début de la crise et les alertes de l'OMS, il est inconcevable que notre pays, 6ème puissance du monde, manque encore de masques et de tests même pour les personnels soignants !

La question qui se pose dès lors à tout citoyen doit être celle de la santé publique : à la lumière de ce que disent les scientifiques (OMS, Institut Pasteur, INSERM...), à la lumière des expériences des pays étrangers (le Japon refermant les écoles une semaine après les avoir rouvertes), à la lumière aussi du discours des soignants qui s'inquiètent vivement d'une reprise des contaminations, est-il seulement raisonnable d'envisager le déconfinement le 11 mai ? N'est-ce pas prendre le problème à l'envers que de fixer arbitrairement une date et chercher ensuite dans l'urgence comment parvenir à déconfiner alors que le gouvernement explique lui-même que le  $R_0$  (coefficient de transmission de l'épidémie - si le  $R_0$  est inférieur à 1, l'épidémie décroît, s'il repasse au-dessus de 1, l'épidémie croît) devrait se situer autour

de 0,6 le 11 mai, ce qui signifie le virus ne sera pas éradiqué ? Le gouvernement prend un risque majeur : celui que ce taux remonte au-dessus de 1 dès la levée du confinement et donc que l'épidémie redémarre.

Le seul domaine sur lequel nous ne pouvons pas avoir de doute est que cette réouverture répond tout à fait aux demandes pressantes du MEDEF qui depuis plusieurs jours réclamait la reprise rapide du travail. Pendant le confinement, il y avait ceux qui travaillaient sur leur lieu de travail (personnel-le-s soignant.e.s, pompier.e.s, éboueurs, caissières...), ceux qui travaillaient de chez eux en télétravail (essentiellement les professions intermédiaires et les catégories supérieures même si certains étaient contraints eux-aussi d'aller au travail), ceux qui ne travaillaient plus (chômage partiel ou technique, arrêt de travail etc...). Parmi les ouvriers, près de 56% étaient à l'arrêt, le plus souvent en touchant le salaire du chômage partiel (contre environ 30% sur les autres catégories sociales). Tout l'enjeu pour l'Etat et le MEDEF est donc de « remettre au travail » ces ouvriers « payés à rien faire » depuis le début du confinement, quitte à ce que ce soit au péril de leur vie et au risque quasi certain d'un redémarrage de l'épidémie.

Ceci nous amène au second terme du débat et qui concerne spécifiquement l'école.

Les personnels de l'Éducation Nationale mesurent les difficultés importantes liées au confinement et d'abord dans les familles populaires marquées notamment par des conditions de logement difficiles et par la précarité. Pour nombre d'enfants, l'école est un lieu où l'on peut se retrouver, soi-même et avec les autres.

De même, mais cela concerne toutes les classes sociales, la question des violence conjugales et familiales prend une dimension encore plus dramatique que d'habitude.

En ce sens, il est souhaitable que les établissements scolaires puissent rouvrir le plus vite possible. Mais pas dans n'importe quelle conditions ni à n'importe quel prix. Une réouverture ne peut pas s'improviser, elle doit se préparer et s'effectuer dans des conditions sanitaires limitant au maximum les possibilités de contamination.

Cela passe nécessairement par des campagnes de tests préalables et régulières de tous les usagers et personnels de l'EN. Cela passe aussi par la mise à disposition de matériels en nombre et en qualité suffisantes. A ce sujet, les inquiétudes sont vives : le ministre de la Santé vient de déclarer que les scientifiques n'étaient pas unanimes sur le port des masques (!) et E. Macron annonçait des tests seulement pour les personnes présentant des symptômes. Ce qui, notamment pour les enfants, est particulièrement incompréhensible dans la mesure où ils ont très souvent asymptomatiques...

En outre, l'utilisation des locaux, de la cantine mais aussi des transports scolaires, la mise en place des distances sociales et des gestes barrière dans toutes ces situations posent des questions loin d'être résolues, de même que les possibilités réelles de désinfection des locaux, des tables, des claviers, sans parler des livres des CDI...

Mais même dans ces conditions, il n'est pas garanti que les usagers seraient protégés : un enseignant peut-il faire cours avec un masque ? Les enfants peuvent-ils respecter toute la journée les gestes barrière ? Peuvent-ils rester à deux mètres de distance pendant la récréation ? ...

Et qui portera la responsabilité d'une contamination dans un plusieurs établissements ? De fait, le risque est grand que le gouvernement se décharge de la mise en œuvre et des conséquences du déconfinement sur les hiérarchies locales et les collectivités territoriales.

Enfin, nous regardons avec beaucoup de méfiance la volonté du pouvoir de s'en remettre au volontariat des familles. Volontariat pour les élèves qui permettrait en gros aux classes supérieures de protéger leurs enfants en les gardant à la maison mais qui exposerait les enfants d'ouvriers eux obligés d'aller à l'école de par l'obligation faite à leurs parents de retourner travailler sur site.

Au final, la FSU 81 souligne le risque d'une

réouverture précipitée des établissements scolaires dans le redémarrage de l'épidémie susceptible de conduire à devoir reprendre des mesures plus strictes dans les jours ou semaines qui suivent.

A l'inverse, il convient de donner le temps de préparer la réouverture, y compris en attendant que le RO soit descendu davantage.

En particulier en préparant dès aujourd'hui la rentrée de septembre et en mettant en adéquation la réalité avec les déclarations d'intention de tenir compte des inégalités. Pour lutter contre celles-ci, ce n'est pas d'une reprise précipitée dont nous avons besoin mais d'un plan d'ensemble pour l'Éducation Nationale : il est urgent de revenir sur les contre-réformes dans l'Éducation et de donner à celle-ci les moyens de fonctionner dans les sens de l'égalité et du développement des aptitudes de chacun et de tous : annuler les suppressions de postes de la carte scolaire 2020-2021 ; recruter davantage d'enseignants, de surveillants, d'infirmières et de médecins scolaires, de psy-EN, d'assistantes sociales... afin de mieux encadrer les élèves dans les établissements ; redéployer le moyens économisés durant cette période (en HSE notamment) pour programmer sérieusement des dispositifs de rattrapage et de soutien...

Et dans le même temps, il faut enfin penser un déconfinement qui n'ait pas pour seule raison les besoins de l'économie.

Les Français, les familles, nos élèves, nous-mêmes souffrons du confinement. Mais il est nécessaire de conjuguer déconfinement et santé publique pour empêcher toute résurgence de l'épidémie. Alors que le confinement a permis d'éviter plus de 60000 morts dans notre pays, cela passe dès aujourd'hui par un déconfinement qui autorise à sortir plus longtemps et plus loin avec les membres de notre foyer tout en interdisant encore la concentration des individus sur certains lieux de travail et dans les transports.

Cet « alter-déconfinement » passerait forcément par une application stricte des gestes barrière et de la distanciation sociale, mais permettrait de respirer, de souffler, et d'avancer très progressivement. Enfin, il devra être assorti d'un indispensable plan d'urgence et d'une veille sociale permettant de surmonter les difficultés financières et personnelles des plus en difficulté.

Tout le contraire de ce qui est annoncé actuellement.